



CHAPITRE 288

Loi des compagnies de garantie

Cautionnement par une compagnie autorisée.

1. Lorsqu'une personne est tenue par la loi, un jugement ou une ordonnance, de faire un dépôt destiné à payer des dépens ou de donner un cautionnement en justice, elle peut, au lieu de la consignation ou de la ou des cautions exigées, fournir un cautionnement consenti par une compagnie de cautionnement ou de garantie, qui est constituée en corporation, qui a un bureau dans la province et qui est spécialement autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil à se porter caution en justice. S. R. 1941, c. 285, a. 2.

Contestation de la caution.

2. La caution peut être contestée:

1° Si la compagnie ne rencontre pas les conditions énoncées par l'article 1, ou si les formalités prescrites par les articles 9 et 10 n'ont pas été remplies;

2° Si elle n'est pas suffisante. S. R. 1941, c. 285, a. 3.

Solvabilité.

3. La solvabilité de la compagnie s'estime eu égard à ses biens en Canada. S. R. 1941, c. 285, a. 4.

Signature du cautionnement.

4. La compagnie peut signer l'acte de cautionnement par l'entremise d'un ou de plusieurs de ses officiers à ce autorisés par une résolution du conseil d'administration, copie de laquelle est annexée au cautionnement. S. R. 1941, c. 285, a. 5.

Contrainte par corps.

5. Le cautionnement entraîne contrainte par corps contre le président, le vice-président, le secrétaire ou le gérant de la compagnie, et, en outre, s'il s'agit d'une

CHAPTER 288

Guarantee Companies Act

1. Whenever any person is obliged by law, or by a judgment or order, to make a deposit to pay costs or to furnish security before the courts, he may, in place of making such deposit or furnishing the surety or sureties required, furnish security by an incorporated surety or guarantee company which has an office in the Province, and which is specially authorized by the Lieutenant-Governor in Council to become a judicial surety. R. S. 1941, c. 285, s. 2.

2. The surety may be contested:

(1) If the company does not come within the conditions set forth by section 1, or if the formalities prescribed by sections 9 and 10 have not been complied with;

(2) If it be insufficient. R. S. 1941, c. 285, s. 3.

3. The solvency of the company shall be estimated only with regard to its property in Canada. R. S. 1941, c. 285, s. 4.

4. The company may sign the bond through one or more of its officers, authorized for that purpose by a resolution of the board of directors, a copy whereof shall be annexed to the bond. R. S. 1941, c. 285, s. 5.

5. The bond shall entail imprisonment against the president, vice-president, secretary or manager of the company, and further, if a foreign company, against the

compagnie étrangère, contre l'agent dans la province. S. R. 1941, c. 285, a. 6.

agent in the Province. R. S. 1941, c. 285, s. 6.

Règles applicables.

6. Sous tous autres rapports, les cautionnements en justice donnés par les compagnies de cautionnement ou de garantie, ainsi que leur réception, sont assujettis aux règles ordinaires concernant les cautionnements judiciaires. S. R. 1941, c. 285, a. 7.

6. In all other respects, the bonds given by surety or guarantee companies before the court, as well as their reception, shall be subject to the ordinary rules governing judicial securities. R. S. 1941, c. 285, s. 7.

Rules applicable.

Conditions de l'autorisation.

7. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder l'autorisation mentionnée dans l'article 1 si la compagnie :

7. The Lieutenant-Governor in Council may grant the authorization mentioned in section 1, if the company :

Conditions for granting authorization.

1° Dépose au bureau du secrétaire de la province une copie dûment certifiée de sa charte, de ses articles d'association ou de la loi qui la constitue en corporation ;

(1) Deposits in the office of the Provincial Secretary a duly certified copy of its charter, articles of association or other act by which it was incorporated ;

2° Établit qu'elle est constituée en corporation dans cette province avec pouvoir de se porter caution en justice, ou qu'elle a le pouvoir de souscrire des cautionnements et qu'elle a obtenu de l'autorité compétente un permis l'autorisant à se livrer aux opérations d'assurance de garantie dans cette province ;

(2) Establishes that it is incorporated in this Province with power to become judicial surety, or that it is empowered to grant security bonds and is licensed by competent authority to carry on the business of surety or guarantee insurance in this Province ;

3° Dépose au bureau du secrétaire de la province, si son siège social est hors de la province, une procuration constituant un agent dans la province aux fins de recevoir les significations en toutes actions et procédures exercées contre elle, et déclarant où est établi son bureau dans la province ;

(3) Deposits in the office of the Provincial Secretary, if its head office be outside the Province, a power of attorney constituting an agent in the Province to receive services in all suits and proceedings taken against the company, and declaring where its office in the Province is established ;

4° Établit à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil que la compagnie est solvable. S. R. 1941, c. 285, a. 8.

(4) Establishes its solvency to the satisfaction of the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1941, c. 285, s. 8.

Dépôt requis.

8. Le lieutenant-gouverneur en conseil ne peut accorder l'autorisation demandée avant que la compagnie ait fait, entre les mains du ministre des finances, le dépôt exigé par l'article 94 de la Loi des assurances (chap. 295). S. R. 1941, c. 285, a. 9.

8. The Lieutenant-Governor in Council shall not grant the authorization applied for until the company has deposited with the Minister of Finance the sum of money required by section 94 of the Insurance Act (Chap. 295). R. S. 1941, c. 285, s. 9.

Deposit.

Avis de l'autorisation.

9. Avis que l'autorisation a été accordée est publié dans la *Gazette officielle de Québec*, et, à compter de cette publication, la compagnie peut se porter caution en justice sans être tenue de produire copie de cet avis dans la cause où elle donne le cautionnement. S. R. 1941, c. 285, a. 10.

9. Notice that the authorization has been granted shall be published in the *Quebec Official Gazette*, and, from the date of such publication, the company may become surety before the courts without being obliged to produce a copy of such notice in the case in which it gives the security. R. S. 1941, c. 285, s. 10.

Notice of authorization.

Avis de
chan-
gements.

10. Si une compagnie étrangère change son bureau ou son agent dans la province, elle doit transmettre au secrétaire de la province un avis de ce changement et une copie de la procuration nommant un autre agent, et avis en doit être donné dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. 1941, c. 285, a. 11.

10. If a foreign company changes its office or its agent in the Province, it shall transmit to the Provincial Secretary a notice of such change and a copy of the power of attorney appointing another agent; and notice thereof shall be given in the *Quebec Official Gazette*. R. S. 1941, c. 285, s. 11.

Notice of
change.

Révoca-
tion de
l'autorisa-
tion.

11. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de révoquer sommairement, en tout temps, pour des raisons qu'il juge suffisantes, l'autorisation accordée en vertu de la présente loi.

11. The Lieutenant-Governor in Council, may, at any time, for reasons which he deems sufficient, summarily cancel the authorization granted under this act.

Cancell-
ation of
authori-
zation.

Avis.

Avis de cette révocation doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec*, et, à compter de la publication de cet avis, la compagnie ne peut plus se porter caution en justice. S. R. 1941, c. 285, a. 12.

Notice of such revocation shall be published in the *Quebec Official Gazette*, and, from and after the publication of the notice, the company shall no longer become a judicial surety. R. S. 1941, c. 285, s. 12.

Notice